

L'INPI a détecté une pièce justificative
et a procédé à son retrait dans le document.

Acte constitutif de S.r.l.

6 octobre 2025

www.notaio-busani.itMilan, via S.M. Fulcorina n° 2
20123 | T. +39 02.36537585Monza via Italia n 28
20900 | T. +39 039.9166442
09329610969info@notaio-busani.it
Numéro de TVA

CERTIFI capFORTE
Bergamo 12/01 2026

Répertoire n° 67.820	Recueil n° 32.909
<u>--Acte constitutif de société à responsabilité limitée-----</u>	
<u>---R É P U B L I Q U E I T A L I E N N E D '-----</u>	
L'année deux mille vingt-cinq. Le lundi six du mois d'octobre-----	
__ (6 octobre 2025) -----	
-----à Milan (MI), via Santa Maria Fulcorina n° 2,----- devant	
moi, Angelo Busani, notaire à Milan, inscrit au registre du district notarial de Milan ,-----	

- - -----est présent Monsieur :-----	
Barbieri Davide, né à Crémone (CR) le 2 juillet 1984, domicilié à Parme (PR), via Ab-beveratoia	
n° 63/A ;-----	
non en son nom propre et pour son propre compte, mais en sa qualité de mandataire spécial, au	
nom et pour le compte de :-----	

« 3V SIGMA USA INC. », société régulièrement constituée et existante conformément à la loi	
américaine, dont le siège social est situé au 888 Woodstock Street Georgetown, Caroline du Sud,	
29440 (États-Unis d'Amérique), inscrite au registre des entreprises de l'État du Delaware (États-Unis	
d'Amérique) sous le numéro : 859130, constituée aux États-Unis d'Amérique ;-----	
----- (ci-après dénommée « l'Associé Unico'g » ;-----	
en vertu des pouvoirs dérivant d'une procuration authentifiée le 5 août 2025 par le notaire Brandon	
McClellan de Georgetown (États-Unis d'Amérique), dont l'original (rédigé en langue italienne et	
accompagné d'une traduction en langue anglaise, que je certifie conforme au texte rédigé en	
langue italienne, connaissant moi-même la langue anglaise) est joint à la présente par la lettre «	
A » ;-----	
comparant, dont j'ai vérifié l'identité, la qualité et les pouvoirs, et qui, par le présent acte, déclare	
ce qui suit, la condition de réciprocité entre l'Italie et les États-Unis d'Amérique ayant été vérifiée,	
conformément à l'article 16 des « Dispositions générales de la loi », contenues dans le décret	
royal n° 262 du 16 mars 1942 (en référence à la constitution de sociétés et à l'exercice de	
fonctions sociales).-----	
Article 1) <u>Constitution de la société</u> -----	
1.1. L'associé unique constitue la société à responsabilité limitée dénommée :-----	
----« 3V Sigma Europe société à responsabilité limitée »-----	
---ou, sous forme abrégée, « 3V Sigma Europe s.r.l. » (sans contraintes	
graphiques)----- (ci-après dénommée « la Société »).-----	

1.2. La Société est régie par les règles suivantes et par celles des statuts sociaux (ci-après	
dénommés « les Statuts ») qui, signés par le comparant et moi-même, notaire, sont joints au	
présent acte avec la lettre t « B » .-----	

Article 2) <u>Objet</u> -----	
2.1. La Société a pour objet :-----	
- la commercialisation de produits chimiques organiques et inorganiques, tant en Italie qu'à l'étranger ;--	
- la prise en charge de représentations, dépôts, agences, relations de commission pour la vente des	
produits susmentionnés, tant de production italienne qu'étrangère.-----	
2.2. La société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et	
immobilières nécessaires ou utiles à la réalisation de ses objectifs sociaux.-----	

Article 3) <u>Durée</u> -----	
3.1. La durée de la société est fixée jusqu'au 31 (trente et un) décembre 2100 (deux mille cent).-----	
Article 4) <u>Siège social</u>-----	
4.1. La société a son siège social à Milan (MI).-----	

4.2. Aux fins de l'inscription de l'adresse du siège social au registre des entreprises, il est précisé que l'adresse du siège social est la suivante : via Bocchetto n° 6.-----Article 5) Administration et représentation-----

5.1. L'administration et la représentation de la Société sont régies par les articles 23 (vingt-trois) et suivants des statuts.-----

5.2. L'administration de la Société est confiée, jusqu'à révocation ou démission, à un administrateur unique, en la personne de M. Paul Maria Seccomandi, né à New York (États-Unis d'Amérique) le 26 octobre 1979, domicilié pour cette fonction à Milan (MI), via Bocchetto n° 6, citoyen américain, code fiscal italien SCC PMR 79R26 Z404H, qui a fourni une déclaration d'inexistence, à son encontre, des causes d'inéligibilité visées à l'article 2382 du code civil, et d'interdictions de la fonction d'administrateur prononcées à son encontre dans un État membre de l'Union européenne.-----

Article 6) Capital social-----

6.1. Le capital social est fixé à 10 000 (dix mille) euros et est divisé en parts sociales, conformément à l'article 2468 du Code civil.-----

6.2. Le capital, à apporter en numéraire, est entièrement souscrit par l'associé unique.-----

6.3. L'associé unique déclare que, sur la base du mandat de dépôt qu'il a confié au notaire soussigné, le montant total du capital social a été déposé (sur le compte courant visé à l'article 1, paragraphe 63, de la loi 147/2013) avec pour mission de mettre ce dépôt à la disposition de l'organe administratif de la société une fois la procédure de constitution terminée.-----

Article 7) Décisions des associés-----

7.1. Les décisions des associés sont régies par les articles 12 (douze) et suivants des statuts.-----

Article 8) Exercices sociaux et bénéfices-----

8.1. Les exercices sociaux se terminent le 31 (trente et un) décembre de chaque année.-----

8.2. Le premier exercice clôturera le 31 (trente et un) décembre 2026 (deux mille vingt-six).-----

8.3. Les bénéfices nets résultant du bilan sont répartis conformément aux dispositions de l'article 33 (trente-trois) des statuts.-----

Article 9) Versement du capital social-----

9.1. L'administrateur unique est autorisé à demander au notaire soussigné le déblocage de la somme correspondant au capital social tel que versé au notaire soussigné, en dégageant le notaire lui-même de toute responsabilité, y compris en ce qui concerne son éventuelle réutilisation.-----Article 10) Frais de constitution-----

10.1. Le montant total des frais liés à la constitution de la société, y compris ceux liés au présent acte et aux employés, s'élève à environ 3 000 (trois mille) euros.-----Article 11) Documentation jointe-----

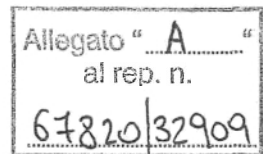
11.1. La lecture des documents joints au présent acte est omise, en vertu de la dispense accordée par l'-----

-----E r e q u e s t e ,-----

En tant que notaire, j'ai reçu cet acte qui, rédigé à l'aide d'un ordinateur par une personne de confiance et en partie par moi-même, j'ai lu à la personne présente qui, à ma demande, l'approuve et le signe, avec moi, notaire, à treize heures trente-cinq environ ; le présent acte se compose de deux feuilles pour quatre pages et jusqu'à ce point de la cinquième page.-----

Signé Barbieri Davide-----Signé
Angelo Busani-----

State of South Carolina
Office of the Secretary of State
The Honorable Mark Hammond



Apostille

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

1. Pays : États-Unis d'Amérique Ce
document public
2. a été signé par Brandon McClellan.
3. agissant en qualité de notaire public pour l'État de Caroline du Sud,
4. porte le sceau / cachet de Brandon McClellan, notaire public pour l'État de Caroline du Sud

Certifié

5. À Columbia, Caroline du Sud
6. Lundi 18 août 2025
7. par le secrétaire d'État de Caroline du Sud
- N° 437695
9. Sceau/Cachet
10. Signature



Mark Hammond
Mark Hammon , Secretary of State

(Cette apostille certifie la signature, la ville du signataire et le sceau ou le cachet qu'elle porte. Elle ne certifie pas le contenu du document pour lequel elle a été délivrée. Ce certificat n'est pas valable s'il est retiré ou modifié de quelque manière que ce soit.)

Do<umofno. 4J7c98

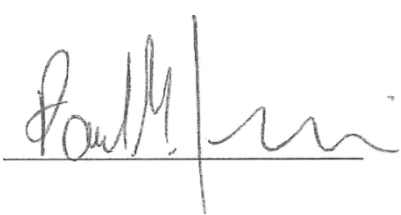
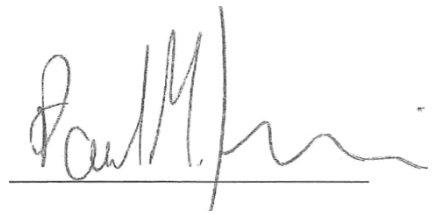
2011

P o a S c e	<u>Pouvoir spécial de l'avocat</u>
Il soussigné, Monsieur : Paul Maria Seccomandi, né à New York, NY, le 26 octobre 1979, domicilié pour les besoins de ses fonctions au siège social de la société qu'il représente ;	Le soussigné, M. Paul Maria Seccomandi, né à New York, NY, le 26 octobre 1979, ayant élu domicile aux fins de ses fonctions au siège social de la société qu'il représente légalement,
non en son nom propre et pour son propre compte, mais en sa qualité de représentant légal, au nom et pour le compte de :	non en son nom propre ni pour son propre compte, mais en sa qualité de représentant légal, au nom et pour le compte de :
3V Sigma USA Inc. (ci-après dénommée « la Société ») ; en vertu des pouvoirs découlant de la résolution du conseil d'administration et du consentement des actionnaires en date du 4 août 2025, déclare ce qui suit :	3V Sigma USA Inc. (ci-après dénommée « la Société ») en vertu des pouvoirs découlant de sa résolution du conseil d'administration et du consentement des actionnaires datés du 4 août 2025 déclare ce qui suit :
La Société	La Société
nomme et constitue	nomme et constitue
comme son mandataire spécial -Davide Barbieri, né à Crémone (CR) le 2 juillet 1984, domicilié à Parme (PR), via Abbeveratoia 63/A, code fiscal BRBDVD84L02D150W, citoyen italien ; -Giuseppe Cerati, né à Parme (PR), le 15 mai 1962, domicilié à Parme (PR), via Abbeveratoia 63/A, code fiscal CRTGPP62E15G337D, citoyen italien ; (ci-après, le « mandataire »)	comme son mandataire spécial -M. Davide Barbieri, né à Crémone (CR), le 2 juillet 1984, domicilié à Parme (PR), rue Abbeveratoia 63/A, code fiscal italien BRBDVD84L02D150W, citoyen italien ; -Giuseppe Cerati, né à Parme (PR) le 15 mai 1962, résidant à Parme (PR), rue Abbeveratoia 63/A, code fiscal italien CRTGPP62E15G337D, citoyen italien ; (ci-après, le « Procureur »),
afin qu'au nom, pour le compte et dans l'intérêt de la Société, intervienne dans l'acte constitutif de la société « 3V Sigma Europe société à responsabilité limitée » ou, sous sa forme abrégée, « 3V Sigma Europe s.r.l. » (sans contraintes graphiques) qui aura son siège à Milan (MI), via Bocchetto n° 6, avec un capital social de 10 000 (dix mille).	afin que, au nom, pour le compte, pour le compte et dans l'intérêt de la société, il/elle peut participer à l'acte constitutif de la société « 3V Sigma Europe societa a responsabilitd limitata » ou, sous sa forme abrégée, « 3V Sigma Europe s.r.l. » (sans contraintes graphiques), dont le siège social sera situé à Milan (MI), via Bocchetto n° 6, avec un capital social de 10 000 euros (dix mille).



11 Le mandataire est autorisé à intervenir dans l'acte constitutif en déterminant plus précisément : - la dénomination de la société ; - le siège social ; - l'activité qui constitue l'objet social ; - le montant du capital ; - les apports de chaque associé ; - la part du capital qui sera souscrite par chaque associé ; - les règles relatives au fonctionnement de la société ; - les personnes chargées de l'administration de la société, en indiquant, le cas échéant, quels administrateurs ont le pouvoir de représentation ; - les éventuelles personnes chargées du contrôle comptable ; - les règles selon lesquelles les bénéfices doivent être répartis ; - la durée de la société ; - les clauses de préemption, les clauses d'agrément, les causes de retrait et/ou d'exclusion de la société. Le mandataire, et/ou chacun d'entre eux, est également autorisé à approuver le montant total des frais à la charge de la société en cours de constitution, à retirer et à déposer auprès d'un établissement bancaire de premier plan les titres constituant le versement du capital social, à approuver les règles de fonctionnement qui régiront la vie sociale et à convenir, dans les limites de la loi, de tout autre accord, clause et condition qu'ils jugeront les plus opportuns et les plus avantageux. La société attribue au mandataire le pouvoir de conclure également en concurrence avec lui-même ainsi que l'autorisation de contracter avec lui-même, conformément à l'article 1395 du Code civil, pour l'exécution de la mission reçue,	L'avocat est autorisé à comparaître dans l'acte constitutif et d'y déterminer : - le nom de la société ; - le siège social ; - l'objet social ; - le montant du capital social ; - les apports en capital de chaque actionnaire ; - le pourcentage de participation au capital souscrit par chaque actionnaire ; - les dispositions régissant le fonctionnement de la société ; - les personnes nommées administrateurs de la société, en précisant, le cas échéant, quels administrateurs ont des pouvoirs de représentation ; - les personnes désignées pour le contrôle comptable ; les règles régissant la répartition des bénéfices ; - la durée de la société ; - les clauses de préemption, les clauses d'approbation, les causes de retrait et/ou d'exclusion des actionnaires. Le mandataire est en outre autorisé à approuver le montant total des dépenses à la charge de la société nouvellement constituée, à percevoir et à déposer auprès d'un établissement bancaire de premier plan les titres représentant le paiement du capital social, à approuver les règles de fonctionnement régissant la société et à convenir, dans les limites prévues par la loi, de toutes autres conditions, clauses et modalités jugées appropriées et opportunes. La société accorde au mandataire le pouvoir de contracter, même conjointement avec lui-même, et l'autorise expressément à conclure des accords avec lui-même conformément à l'article 1395 du Code civil italien pour l'exécution des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes, lui conférant le pouvoir correspondant.
--	--



lui conférant le pouvoir de représentation correspondant. Ce document est régi par la loi de l'État dans lequel il a été signé ou, à défaut, par la loi de l'État dont est ressortissant le signataire. Avec promesse de ratification et validité, à épuiser dans un contexte unique.	de représentation. La forme du présent document est régie par la loi du lieu où il est signé ou, à défaut, par la loi de l'État dont la personne qui le signe a la nationalité. Avec l'engagement que tout ce qui est fait sera ratifié et valide, et devra être exécuté en une seule instance.
Georgetown, Caroline du Sud 5 août 2025 	Georgetoivn, SC 5 août 2025 

RECEIVED

Styning authenticaiioiAuthenticité de la signature

Je soussigné, Brandon McClellan, Notary Public Je soussigné Brandon McClellan, notaire à Georgetown, Caroline du Sud, États-Unis

Je certifie par la présente que la signature apposée sur le document ci-dessus est la signature authentique de Paul Maria Secconiandi, né à New York, NY, États-Unis, le 26 octobre 1979.

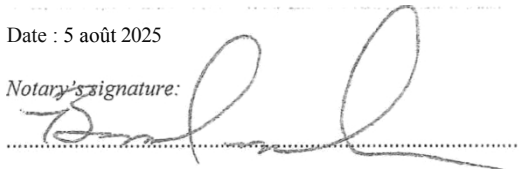
1979

et que ladite personne, dont j'ai vérifié l'identité personnelle, a signé le document ci-dessus devant moi, notaire, et que ladite personne, dont j'ai vérifié l'identité personnelle, a signé le document ci-dessus devant moi, notaire, devant moi

en sa qualité de directeur et/ou représentant légal de 3V SIGMA USA INC. (le représentant de 3V SIGMA UNA INC. (la « Société ») dont le siège social est situé au 888 Woodstock street Georgetown, Caroline du Sud, 29440, Georgetown, Caroline du Sud, 29440, États-Unis, et enregistrée auprès du registre des sociétés de l'État du Delaware sous le numéro 839130, avec numéro 559130, doté des pouvoirs nécessaires pour engager la société, conformément à la résolution du conseil d'administration et au consentement des actionnaires datés du 4 août 2025. la résolution du conseil d'administration et le consentement des actionnaires datés du 4 août 2025. 4 août* 2025

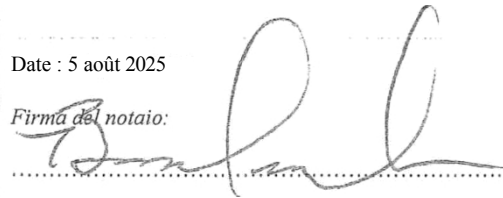
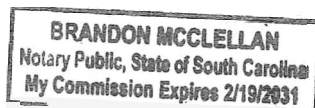
Date : 5 août 2025

Notary's signature:



Date : 5 août 2025

Firma del notaio:



REGISTRATION COMPLETE

Annexe « B » au n° 67.820/32.909 du Répertoire

STATUTS

TITRE I - DÉNOMINATION, OBJET, DURÉE ET SIÈGE SOCIAL ARTICLE 1)

DÉNOMINATION SOCIALE ET EFFICACITÉ DES STATUTS

10.1. Les présents statuts (ci-après dénommés « les Statuts ») régissent la société dénommée : « 3V Sigma Europe société à responsabilité limitée » ou, sous sa forme abrégée, « 3V Sigma Europe s.r.l. » (sans contraintes graphiques) (ci-après dénommée « la Société »).

ARTICLE 2) OBJET SOCIAL

2.1. La Société a pour objet :

- la commercialisation de produits chimiques organiques et inorganiques, tant en Italie qu'à l'étranger ;
- l'acceptation de représentations, dépôts, agences, relations de commission pour la vente des produits susmentionnés, tant de production italienne qu'étrangère ;

2.2. La société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières nécessaires ou utiles à la réalisation de ses objectifs sociaux.

ARTICLE 3) DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

3.1. La durée de la société est fixée jusqu'au 31 (trente et un) décembre 2100 (deux mille cent).

ARTICLE 4) SIÈGE SOCIAL ET DOMICILE DES ASSOCIÉS

4.1. La société a son siège social à Milan (MI).

4.2. Le domicile des associés, pour toutes les relations avec la société, est à tous égards celui qui figure au registre du commerce.

TITRE II - CAPITAL SOCIAL, PARTICIPATIONS AU CAPITAL SOCIAL, FINANCEMENTS DES ASSOCIÉS ET TITRES DE CRÉANCE

ARTICLE 5) CAPITAL SOCIAL ET SES VARIATIONS

5.1. Le capital social est de 10 000 (dix mille) euros et est divisé en participations conformément à l'article 2468 du Code civil. La participation est divisible en cas de cession totale ou partielle ou en cas de succession pour cause de décès.

5.2. Tant lors de la constitution de la société que lors de la décision d'augmentation du capital social, il est possible de déroger aux dispositions de l'article 2464, alinéa 3, du Code civil concernant la nécessité d'effectuer des apports en numéraire (sans préjudice des dispositions de l'article 2463, alinéa 4, du Code civil).

5.3. Les associés ont le droit de souscrire les participations résultant d'une augmentation du capital social à hauteur du pourcentage du capital que chacun d'entre eux détient respectivement à la date à laquelle la souscription est effectuée ; les associés peuvent toutefois décider que les participations émises lors de l'augmentation du capital social soient attribuées aux souscripteurs de manière non proportionnelle aux apports qu'ils ont effectués dans le capital social.

5.4. Ceux qui exercent leur droit de souscrire les participations nouvellement émises lors d'une augmentation du capital social, à condition d'en faire la demande simultanément, ont un droit de préemption sur la souscription des participations non souscrites par les autres associés, sauf décision contraire dans la décision d'augmentation du capital social ; si l'augmentation de capital n'est pas entièrement souscrite par les associés, tant à la suite de l'exercice du droit d'option qu'à la suite de l'exercice du droit de préemption sur les participations non souscrites, l'organe administratif ne peut procéder au placement de la part non souscrite auprès de tiers étrangers à la société, sauf si la décision d'augmentation du capital social en dispose autrement.

5.5. Les associés peuvent décider que la souscription des participations émises lors de l'augmentation du capital social est réservée en tout ou en partie à des tiers étrangers à la structure sociale ou que le droit d'option est en tout état de cause exclu ou limité.

5.6. En cas de réduction du capital social pour cause de pertes, il est possible d'omettre, en motivant les raisons de cette omission dans le procès-verbal de l'assemblée, le dépôt préalable au siège social du rapport et des observations visés à l'article 2482-bis, alinéa 2, du code civil.

ARTICLE 6) FINANCEMENTS DES ASSOCIÉS À LA SOCIÉTÉ

6.1. Les financements avec droit au remboursement de la somme versée peuvent être effectués en faveur de la société exclusivement par les associés, même s'ils ne sont pas proportionnels à leurs participations respectives au capital social, qui sont tels depuis au moins 3 (trois) mois et qui détiennent une participation au capital égale à au moins 2 (deux) pour cent du montant du capital nominal tel qu'il ressort du dernier bilan approuvé (ou en tout état de cause dans les limites et selon les modalités imposées par la réglementation en vigueur).

6.2. Sauf décision contraire, les versements effectués par les associés en faveur de la Société doivent être considérés comme non productifs d'intérêts.

ARTICLE 7) TITRES DE CRÉANCE

7.1. La Société peut émettre des titres de créance au porteur ou nominatifs sur décision des associés.

ARTICLE 8) — PARTICIPATIONS AU CAPITAL SOCIAL ET LEUR CIRCULATION

8.1. Les parts de participation au capital social peuvent être attribuées aux associés de manière non proportionnelle aux apports qu'ils ont effectués.

ARTICLE 9) TRANSFERT DES PARTICIPATIONS

9.1. En cas de transfert des parts sociales, les autres associés disposent d'un droit de préemption à conditions égales.

ARTICLE 10) DÉCÈS D'UN ASSOCIÉ

10.1. En cas de décès d'un associé, les associés survivants peuvent, par décision unanime qui doit être prise dans les 60 (soixante) jours suivant le décès de l'associé, décider que la part de participation au capital social est automatiquement transférée aux associés qui souhaitent reprendre la part de participation du défunt, lesquels doivent alors verser aux héritiers ou aux légataires de l'associé décédé la valeur de la participation.

ARTICLE 11) RETRAIT DE L'ASSOCIÉ

11.1. L'associé peut se retirer de la Société, mais uniquement pour la totalité de sa participation, dans les cas prévus par l'article 2473 du Code civil.

TITRE III - DÉCISIONS DES ASSOCIÉS

ARTICLE 12) DÉCISIONS DES ASSOCIÉS - COMPÉTENCES

121. Conformément à l'article 2463, alinéa 2, n° 7) et à l'article 2479 du Code civil, outre les questions indiquées à l'article 2479, alinéa 2, les associés sont compétents pour :

- a) les décisions sur les questions qu'un ou plusieurs administrateurs soumettent à leur approbation ;
- b) les décisions sur les questions pour lesquelles un seul des associés demande l'adoption d'une décision par les associés ;
- c) les décisions de transfert du siège social dans la même commune.

122. Conformément à l'article 2465 du Code civil, l'acquisition par la société, pour un montant égal ou supérieur à un dixième du capital social, de biens ou de créances des associés fondateurs, des associés non fondateurs et des administrateurs, dans les deux ans suivant l'inscription de la société au registre du commerce, ne doit pas être autorisée par décision des associés.

ARTICLE 13) DÉCISIONS DES ASSOCIÉS - MODALITÉS

13.1. Les associés expriment leurs décisions par consultation écrite ou par consentement exprès par écrit, à l'exception des décisions suivantes :

- a) celles pour lesquelles l'article 2479, alinéa 4, du code civil prévoit l'obligation d'une décision de l'assemblée ;

b) celles pour lesquelles un seul des associés demande l'adoption de la méthode de l'assemblée ; cette demande peut être formulée avant le début ou pendant le déroulement d'une procédure décisionnelle par consentement exprès par écrit ou par consultation écrite, qui, dans ce cas, est donc suspendue.

ARTICLE 14) DÉCISIONS DES ASSOCIÉS PAR CONSULTATION ÉCRITE

14.1. Chaque fois que la méthode de décision par consultation écrite est adoptée, celui qui souhaite consulter les autres associés et leur proposer de prendre une décision donnée dans un délai donné formule cette proposition par écrit sur tout support (papier ou magnétique), en indiquant l'objet de la proposition de décision et ses motifs, et en y apposant sa signature manuscrite ou numérique.

ARTICLE 15) DÉCISIONS DES ASSOCIÉS PAR CONSENSUS EXPRIMÉ PAR ÉCRIT

15.1. Lorsque la méthode de décision par consensus des associés exprimé par écrit est adoptée, la décision est réputée prise dès que le siège social reçoit (par tout moyen de communication, y compris le télécopieur et le courrier électronique) les documents attestant le consentement à une décision donnée exprimé (personnellement par l'associé ou par l'intermédiaire de son représentant) par écrit (sur tout support, papier ou magnétique, et avec l'apposition de la signature manuscrite ou numérique) par les associés représentant ensemble la part du capital social nécessaire pour former la majorité requise. Tout consentement parvenu à la Société concernant la prise d'une décision donnée par les associés doit être immédiatement consigné dans le registre des décisions des associés et communiqué sans délai (par tout moyen de communication, y compris le télécopieur et le courrier électronique) par l'organe administratif à tous les associés, afin qu'ils puissent exprimer leur décision.

ARTICLE 16) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS - CONVOCATION

16.1. L'assemblée est convoquée par l'organe administratif chaque fois que cela est jugé opportun et également lorsqu'un seul des associés en fait la demande, avec indication des sujets à traiter. La convocation est effectuée par avis envoyé aux membres au moins 8 (huit) jours avant la date fixée pour l'assemblée. L'avis peut être rédigé sur n'importe quel support (papier ou magnétique) et peut être envoyé par n'importe quel moyen de communication (y compris le télécopieur et le courrier électronique).

16.2. En cas d'inaction de l'organe administratif dans la convocation qui se prolonge depuis plus de dix jours, l'avis de convocation peut être envoyé par les associés représentant au moins 15 (quinze) pour cent du capital.

ARTICLE 17) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS - LIEU DE CONVOCATION

17.1. L'assemblée peut être convoquée soit au siège social, soit ailleurs, à condition que ce soit en Italie, ainsi que dans les États membres de l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique.

ARTICLE 18) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS - REPRÉSENTATION

18.1. La représentation à l'assemblée doit être conférée par procuration écrite, remise au délégué également par télécopie ou courrier électronique.

ARTICLE 19) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS - PRÉSIDENTCE

19.1. La présidence de l'assemblée revient à l'administrateur unique ou au président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, au conseiller le plus âgé. À titre subsidiaire, l'assemblée désigne comme président l'un des participants à la majorité simple du capital présent.

19.2. Le président de l'assemblée est assisté d'un secrétaire désigné par l'assemblée à la majorité simple du capital présent.

ARTICLE 20) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS - PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE

20.1. Peuvent participer à l'assemblée toutes les personnes qui sont membres à la date à laquelle elle se tient et qui ont le droit de vote sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Le vote ne peut être exprimé par correspondance.

20.2. L'assemblée peut également se dérouler avec les participants répartis dans plusieurs lieux, contigus ou distants, reliés par audio/vidéo, à condition que la méthode collégiale et les principes de bonne foi et d'égalité de traitement des associés soient respectés.

ARTICLE 21) DÉCISIONS DES ASSOCIÉS - QUORUM

21.1. Les décisions des associés sont prises :

a) par un vote favorable des 2/3 (deux tiers) du capital social, s'il s'agit de décisions concernant des modifications statutaires ;

b) par le vote favorable de la majorité du capital social, dans tous les autres cas ;

les modalités d'expression du vote, étant entendu qu'il doit s'agir dans tous les cas d'une modalité permettant d'identifier ceux qui votent contre ou s'abstiennent, sont décidées par l'assemblée.

ARTICLE 22) ASSEMBLÉE DES ASSOCIÉS — PROCÈS-VERBAL

22.1. Les décisions de l'assemblée des associés doivent être consignées dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire ou par le notaire.

TITRE IV - ORGANE ADMINISTRATIF, REPRÉSENTATION SOCIALE, CONTRÔLE DES COMPTES ET ACTION EN RESPONSABILITÉ

ARTICLE 23) ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

23.1 - Sans préjudice de la compétence des associés pour les décisions relatives aux questions visées à l'article 12 des statuts, la société peut être administrée selon les modèles d'administration suivants :

a) par un administrateur unique ; ou

b) par un conseil d'administration composé d'un maximum de 9 (neuf) membres ;

c) d'une pluralité d'administrateurs qui peuvent agir, selon les dispositions prévues lors de leur nomination :

c.1. de manière disjonctive, conformément aux dispositions de l'article 24 des statuts ;

c.2. de manière conjonctive, conformément aux dispositions de l'article 24 des statuts ;

étant précisé que les décisions concernant la rédaction du projet de budget et des projets de fusion ou de scission, ainsi que les décisions d'augmentation de capital au sens de l'article 2481 du Code civil doivent dans tous les cas être adoptées selon la méthode collégiale simultanée.

23.2. L'administration de la société peut également être confiée à des personnes qui ne sont pas associées.

23.3. Les membres de l'organe administratif restent en fonction pendant la durée fixée dans l'acte constitutif ou lors de leur nomination ; en l'absence de fixation d'une durée, ils restent en fonction jusqu'à leur révocation ou leur démission.

23.4. Le conseil d'administration élit parmi ses membres son président à la majorité absolue de ses membres, à moins que la fonction de président ne soit attribuée à l'un des membres de l'organe administratif lors de sa nomination ; un ou plusieurs vice-présidents peuvent également être nommés selon les mêmes modalités, auxquels sont attribués les pouvoirs de remplacement du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, dans les limites et selon les modalités éventuellement fixées lors de leur nomination.

23.5. Si un seul des membres de l'organe administratif cesse ses fonctions, l'ensemble de l'organe administratif est dissous et les associés doivent pourvoir à son remplacement intégral.

23.6. Les membres de l'organe administratif ont droit au remboursement des frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions.

23.7. Les associés peuvent attribuer, pour chaque exercice ou pour plusieurs exercices, une rémunération aux membres de l'organe administratif et peuvent également décider de modifications concernant la rémunération qui a été fixée dans l'acte constitutif ; les membres de l'organe administratif peuvent également se voir attribuer une indemnité de cessation de fonctions (qui peut être constituée par des provisions périodiques ou par des systèmes d'assurance ou de prévoyance), le tout pouvant également prendre la forme d'une attribution d'un pourcentage de participation

En l'absence de détermination de la rémunération, il est entendu que les membres de l'organe administratif y ont renoncé.

23.8. L'interdiction de concurrence prévue à l'article 2390 du Code civil ne s'applique pas aux membres de l'organe administratif.

23.9. Sauf disposition contraire des statuts, les règles en matière d'administration visées au paragraphe 2 de la section VI-bis du chapitre V du titre V du livre V du code civil s'appliquent, dans la mesure où elles sont compatibles, à l'organe administratif.

ARTICLE 24) ADMINISTRATION CONJOINTE OU DISJOINTE

24.1. Si, lors de la nomination, il est prévu que l'administration de la société soit effectuée conformément aux points c.1 et c.2 du paragraphe 1 de l'article 23 des statuts, les membres de l'organe administratif, sauf pour les décisions visées à l'article 2475, paragraphe 5, du code civil (qui doivent être prises selon la méthode collégiale simultanée), agissent :

- a) de manière indépendante les uns des autres, pour les opérations de gestion courante ;
- b) de manière conjointe, pour les opérations d'administration extraordinaire ;

ou, par dérogation à ce qui précède, selon les modalités d'action conjointe ou séparée indiquées lors de leur nomination.

ARTICLE 25) DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION PAR LA MÉTHODE COLLÉGIALE SIMULTANÉE

25.1. Le conseil d'administration se réunit, soit au siège social, soit ailleurs, à condition que ce soit en Italie, dans les États membres de l'Union européenne et aux États-Unis d'Amérique, chaque fois que le président le juge nécessaire ou lorsqu'au moins un tiers de ses membres, s'il est nommé, en fait la demande écrite à l'organe de contrôle.

25.2. Le conseil d'administration est convoqué par le président par avis à envoyer au moins 7 (sept) jours avant la réunion à chaque membre du conseil d'administration et aux membres de l'organe de contrôle, s'ils ont été nommés, et, en cas d'urgence, au moins 3 (trois) jours avant. La convocation peut être rédigée sur tout support (papier ou magnétique) et peut être envoyée par tout moyen de communication (y compris le télécopieur et le courrier électronique). En cas d'inaction du président du conseil d'administration concernant la convocation, prolongée pendant plus de dix jours, la convocation peut être préparée et envoyée par chaque membre de l'organe administratif.

25.3. Le conseil d'administration est toutefois valablement constitué et habilité à délibérer si, même en l'absence des formalités susmentionnées (sans préjudice du droit de chacun des participants de s'opposer à la discussion des points sur lesquels il estime ne pas être suffisamment informé), tous les membres du conseil d'administration sont présents et à condition que les membres de l'organe de contrôle, s'il a été nommé, soient présents ou informés de la réunion. Les décisions prises sont communiquées sans délai aux personnes absentes.

25.4. Les réunions du conseil d'administration peuvent également se dérouler avec les participants répartis dans plusieurs lieux, contigus ou distants, reliés par audio/vidéo ou même uniquement par audio, à condition que la méthode collégiale et les principes de bonne foi et d'égalité de traitement des administrateurs soient respectés.

25.5. La réunion du conseil d'administration est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, par le vice-président du conseil d'administration ou par l'un des vice-présidents du conseil d'administration choisi à la majorité des voix des membres présents ; en l'absence des personnes susmentionnées, la réunion est présidée par l'une des personnes présentes choisie à la majorité des voix des personnes présentes.

25.6. Pour que les délibérations du conseil d'administration soient valables, la présence de la majorité de ses membres en fonction est requise ; le conseiller qui s'abstient est considéré comme n'étant pas en fonction.

25.7. Les délibérations du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix de ses membres en fonction. À l'exception du cas où le conseil d'administration est composé de deux membres seulement, en cas d'égalité des voix, la délibération proposée est considérée comme approuvée ou non approuvée selon le vote du président de la séance. Les modalités d'expression du vote, étant entendu qu'il doit s'agir dans tous les cas d'une modalité permettant d'identifier celui qui

ro qui votent contre ou s'abstiennent, sont décidées à la majorité des membres en fonction de l'organe administratif.

ARTICLE 26) DÉCISIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ADOPTÉES PAR CONSENSUS EXPRESS ÉCRIT OU CONSULTATION ÉCRITE

26.1. À moins qu'un ou plusieurs membres de l'organe administratif ne demandent l'adoption de la méthode collégiale simultanée et à moins qu'il ne s'agisse d'une administration exercée conjointement ou séparément conformément à l'article 24 des statuts, les membres du conseil d'administration expriment leurs décisions par consultation écrite ou par consentement exprimé par écrit. L'expression de la volonté des administrateurs par l'intermédiaire d'un représentant n'est pas autorisée.

26.2. Les décisions des administrateurs par consentement exprès par écrit ou par consultation écrite sont réputées prises dès que la société reçoit le vote favorable de la majorité des membres en fonction de l'organe administratif ; le membre de l'organe administratif qui s'abstient de voter est considéré comme n'étant pas en fonction. À l'exception du cas où l'organe administratif de la société est composé de deux membres seulement, en cas d'égalité, le vote du président du conseil d'administration prévaut.

ARTICLE 27) ADMINISTRATEUR UNIQUE

27.1. Lorsque l'administration de la société est confiée à un administrateur unique, celui-ci réunit en sa personne tous les pouvoirs et toutes les compétences du conseil d'administration et de son président.

ARTICLE 28) POUVOIRS ET DEVOIRS DE L'ORGANE ADMINISTRATIF

28.1. L'organe administratif accomplit toutes les opérations nécessaires à la réalisation de l'objet social, à l'exception :

1) pour les décisions relatives aux questions réservées aux associés par l'article 2479 du Code civil ;

2) pour les décisions relatives aux questions réservées aux associés par les statuts ;

et gère l'entreprise sociale avec la diligence requise par la nature de la mission.

28.2. La décision de fusion de la société au sens des articles 2505 et 2505-bis du code civil peut être prise par l'organe administratif, par une délibération consignée dans un acte public.

ARTICLE 29) ADMINISTRATEURS DÉLÉGUÉS ET COMITÉ EXÉCUTIF

29.1. Le conseil d'administration peut nommer parmi ses membres un ou plusieurs administrateurs délégués ou un comité exécutif, en fixant leurs attributions et leur rémunération. Les matières énumérées à l'article 2381, alinéa 4, et à l'article 2475, dernier alinéa, du code civil ne peuvent être déléguées.

ARTICLE 30) REPRÉSENTATION SOCIALE

30.1. La représentation de la Société vis-à-vis des tiers et également en justice, avec le pouvoir d'agir devant n'importe quelle juridiction, y compris supranationale ou internationale, ainsi que pour les recours en révision et devant la Cour de cassation, et de nommer à cet effet des avocats et des mandataires, incombe :

a) en cas d'adoption du système d'administration collégiale :

a.1. au président du conseil d'administration, après délibération du conseil d'administration (sauf s'il s'agit d'agir ou de résister en justice dans l'intérêt de la société) portant décision d'accomplir l'acte pour lequel le pouvoir de représentation est exercé ;

a.2. dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés, aux administrateurs délégués ;

b) en cas d'adoption du système d'administration non collégiale :

b.1. à chaque membre de l'organe administratif séparément des autres, dans les domaines où ce membre de l'organe administratif peut agir, selon les dispositions prévues lors de sa nomination ou dans les statuts, selon une méthode disjonctive ;

b.2. aux membres de l'organe administratif conjointement les uns avec les autres ou les uns avec certains des autres, selon les modalités prévues lors de leur nomination ou dans les statuts, dans les domaines où lesdits membres de l'organe administratif peuvent agir conjointement selon les modalités susmentionnées.

30.2. L'organe administratif peut nommer des directeurs et des mandataires spéciaux et peut également décider que l'utilisation de la signature sociale soit conférée, conjointement ou séparément, pour certains actes ou catégories d'actes, à des employés de la Société et, le cas échéant, à des tiers.

ARTICLE 31) CONTRÔLE LÉGAL ET RÉVISION LÉGALE DES COMPTES

31.1. Lorsque la loi l'exige, l'assemblée nomme :

- le réviseur légal ; ou bien :

- le commissaire aux comptes unique ou le collège des commissaires aux comptes, qui ont pour fonction de contrôler la légalité des actes sociaux et le respect du principe de bonne administration, ainsi que d'effectuer la révision légale des comptes, sauf décision contraire des associés lors de la nomination.

31.2. Lorsque la nomination de l'organe de contrôle n'est pas obligatoire au sens de l'article 2477 du code civil, les associés peuvent décider de nommer un commissaire aux comptes unique ou un collège des commissaires aux comptes (composé de trois membres effectifs et de deux suppléants) ou un commissaire aux comptes légal.

31.3. Le collège des commissaires aux comptes est convoqué par le président par avis à envoyer au moins 8 (huit) jours avant la réunion à chaque commissaire et, en cas d'urgence, au moins 3 (trois) jours avant. L'avis peut être rédigé sur n'importe quel support (papier ou magnétique) et peut être envoyé par n'importe quel moyen de communication (y compris le télécopieur et le courrier électronique).

31.4. Le collège des commissaires aux comptes est toutefois valablement constitué et habilité à délibérer si, même en l'absence des formalités susmentionnées, tous les membres du collège sont présents, sans préjudice du droit de chacun de participants de s'opposer à la discussion des sujets sur lesquels il ne se considère pas suffisamment informé.

31.5. Les réunions du collège des commissaires aux comptes peuvent également se dérouler avec les participants répartis dans plusieurs lieux, contigus ou distants, reliés par audio/vidéo ou même uniquement par audio, à condition que la méthode collégiale et les principes de bonne foi et d'égalité de traitement des membres du collège des commissaires aux comptes soient respectés.

ARTI COLO 32) ACTION EN RESPONSABILITÉ

32.1. L'action en responsabilité contre les administrateurs peut faire l'objet d'une renonciation ou d'une transaction de la part de la Société, conformément à l'article 2476 du Code civil, uniquement si les associés représentant au moins les deux tiers (2/3) du capital social y consentent et à condition qu'aucun associé représentant au moins 10 % (dix pour cent) du capital social ne s'y oppose.

TITRE V - EXERCICES SOCIAUX ET BILAN ARTICLE 33)

EXERCICES SOCIAUX, BILAN ET BÉNÉFICES

33.1. Les exercices sociaux se terminent le 31 (trente et un) décembre de chaque année.

33.2. Le bilan doit être approuvé dans les 120 (cent vingt) jours suivant la clôture de l'exercice social ; le bilan peut toutefois être approuvé dans les 180 (cent quatre-vingts) jours suivant la clôture de l'exercice social si la société est tenue d'établir des comptes consolidés ou lorsque des exigences particulières liées à la structure et à l'objet de la société l'exigent.

33.3. Les bénéfices nets résultant du bilan sont répartis comme suit (sous réserve des dispositions de l'article 2463, paragraphe 5, du Code civil) :

a) 5 (cinq) pour cent au fonds de réserve légale, jusqu'à ce que le cinquième du capital social soit atteint ;

b) le solde aux associés, proportionnellement à leurs participations respectives dans le capital social, sauf si les associés décident, lors de l'approbation du bilan auquel les bénéfices se réfèrent, d'affecter tout ou partie de ces bénéfices à la réserve.

TITRE VI - DISSOLUTION ET LIQUIDATION

ARTICLE 34) DISSOLUTION ET LIQUIDATION

34.1. La société est dissoute dans les cas prévus par la loi.

34.2. Si les associés ne prennent pas de décision concernant les modalités de liquidation, le fonctionnement de l'organe de liquidation et la représentation de la société en liquidation sont régis par les mêmes dispositions que celles prévues pour la société en activité.

mêmes règles prévues par les statuts pour l'administrateur unique, si l'organe de liquidation est monocratique, ou pour le conseil d'administration, si l'organe de liquidation est pluripersonnel.

ARTICLE 35) CLAUSE COMPROMISSOIRE

351. Tout litige (à l'exception de ceux pour lesquels la loi exige l'intervention obligatoire du ministère public) survenant entre les associés ou entre les associés et la Société, l'organe administratif et l'organe de liquidation ou entre lesdits organes ou les membres de ces organes ou entre certains de ces sujets ou organes ou les héritiers de ces sujets, en fonction de l'activité sociale et de l'interprétation ou de l'exécution des statuts et pouvant faire l'objet d'un compromis, est déféré au jugement d'un arbitre qui statue en bonne et due forme et conformément à la loi.

352. L'arbitre est nommé par le président du tribunal du lieu où la société a son siège social.

ARTICLE 36) TRIBUNAL COMPÉTENT

36.1. Tout litige découlant des affaires sociales ou de l'interprétation ou de l'exécution des statuts, qui ne peut être soumis à l'arbitrage, est déféré au tribunal des entreprises compétent pour le siège social de la société.

TITRE VII - DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 37) CRÉATION ET TENUE DU REGISTRE DES ASSOCIÉS

37.1. La société peut, à titre facultatif, tenir, outre les registres obligatoires prévus aux articles 2214 et 2478 du Code civil, le registre des associés qui, sauf disposition contraire du présent article, est régi par les mêmes règles que celles qui régissent la création et la tenue des registres sociaux obligatoires.

37.2. Le transfert de propriété des parts sociales et le transfert, la constitution et l'extinction des droits réels de jouissance et de garantie sur les parts sociales ont effet à l'égard de la société à partir du moment où ils sont inscrits dans le registre des associés, s'il est tenu conformément au paragraphe précédent.

ARTICLE 38) LOI APPLICABLE

381. Le présent Stamto est régi par la loi matérielle italienne.

ARTICLE 39) COMMUNICATIONS

39.1. Toutes les communications à effectuer conformément aux statuts doivent être effectuées, sauf disposition contraire, par lettre recommandée avec accusé de réception, courrier électronique certifié ou télégramme envoyé au domicile du destinataire, qui coïncide avec sa résidence ou son siège social si aucun domicile spécial n'a été élu.

ARTICOLO 40) CALCUL DES DÉLAIS

40.1. Tous les délais prévus par les présents statuts doivent être considérés comme des jours calendaires consécutifs et doivent être calculés en appliquant les mêmes règles que celles qui régissent le délai de prescription dans le Code civil.

Signé Davide Barbieri

Signé Angelo Busani

Copie sur support informatique conforme au document original sur support papier, conformément à l'article 22 du décret législatif n° 82 du 7 mars 2005, acquittement du timbre à l'origine conformément au décret du 22 février 2007 par le biais du M.U.I., pour usage au registre des entreprises.
Milan,

Atto costitutivo di S.r.l.

06 ottobre 2025



www.notaio-busani.it

Milano via S. M. Fulcorina n. 2
20123 | T. +39 02.36537585

Monza via Italia n 28
20900 | T. +39 039.9166442

info@notaio-busani.it
P.IVA 09329610969

Repertorio n. 67.820	Raccolta n. 32.909
<u>Atto costitutivo di società a responsabilità limitata</u>	
R E P U B B L I C A I T A L I A N A	
L'anno duemilaventicinque. Il giorno di lunedì sei del mese di ottobre	
(6 ottobre 2025)	
in Milano (MI), in via Santa Maria Fulcorina n. 2,	
avanti a me, dottor Angelo Busani, notaio in Milano, iscritto nel ruolo del Distretto Notarile di Milano,	
è presente il signor:	
Barbieri Davide, nato a Cremona (CR) il giorno 2 luglio 1984, domiciliato a Parma (PR), via Abbeveratoia n. 63/A;	
non in proprio nome e conto, ma nella sua qualità di procuratore speciale, in nome e per conto della:	
"3V SIGMA USA INC.", società regolarmente costituita ed esistente ai sensi della legge statunitense, con sede legale in 888 Woodstock street Georgetown, South Carolina, 29440 (Stati Uniti d'America), iscritta al Registro delle Imprese dello Stato del Delaware (Stati Uniti d'America) con il numero: 859130, costituita negli Stati Uniti d'America;	
(d'ora innanzi, il "Socio Unico");	
in forza dei poteri derivanti da procura autenticata in data 5 agosto 2025 dal notaio Brandon McClellan di Georgetown (Stati Uniti d'America), che, in originale (scritto in lingua italiana e munito di traduzione a fronte in lingua inglese, la quale, conoscendo io notaio la lingua inglese, è da me certificata conforme al testo scritto in lingua italiana) si allega al presente atto con lettera "A";	
comparente, della cui identità personale, qualifica e poteri, io notaio sono certo, il quale, con il presente atto, dichiara quanto segue, essendo verificata la condizione di reciprocità tra Italia e gli Stati Uniti d'America, ai sensi dell'articolo 16 delle "Disposizioni sulla legge in generale", contenute nel R.D. n. 262 del 16 marzo 1942 (con riferimento alla costituzione di società e all'assunzione di cariche sociali).	
Articolo 1) <u>Costituzione della società</u>	
1.1. Il Socio Unico costituisce la società a responsabilità limitata denominata:	
"3V Sigma Europe società a responsabilità limitata"	
o, in forma abbreviata, "3V Sigma Europe s.r.l." (senza vincoli grafici)	
(d'ora innanzi, la "Società").	
1.2. La Società è disciplinata dalle norme seguenti e da quelle dello statuto sociale (d'ora innanzi, lo "Statuto") che, dal comparente e da me notaio firmato, si allega al presente atto con lettera "B".	
Articolo 2) <u>Oggetto</u>	
2.1. La Società ha per oggetto:	
- la commercializzazione di prodotti chimici organici ed inorganici, sia in Italia che all'estero;---	
- l'assunzione di rappresentanze, depositi, agenzie, rapporti di commissione per la vendita dei suddetti prodotti, sia di produzione italiana che di produzione straniera.	
2.2. La Società può compiere tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari e immobiliari, necessarie o utili per il raggiungimento degli scopi sociali.	
Articolo 3) <u>Durata</u>	
3.1. La durata della Società è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2100 (duemilacent).	
Articolo 4) <u>Sede sociale</u>	
4.1. La Società ha sede in Milano (MI).	

4.2. Ai fini dell'iscrizione dell'indirizzo della sede sociale nel Registro delle Imprese, si dà atto che l'indirizzo della sede sociale è il seguente: via Bocchetto n. 6.-----

Articolo 5) Amministrazione e rappresentanza-----

5.1. L'amministrazione e la rappresentanza della Società sono disciplinate dagli articoli 23 (ventitre) e seguenti dello Statuto.-----

5.2. L'amministrazione della Società è affidata, fino a revoca o dimissioni, a un Amministratore Unico, nella persona del signor Paul Maria Seccomandi, nato a New York (Stati Uniti d'America), il giorno 26 ottobre 1979, domiciliato per la carica a Milano (MI), via Bocchetto n. 6, cittadino americano, codice fiscale italiano SCC PMR 79R26 Z404H, il quale ha fornito la dichiarazione di inesistenza, a suo carico, delle cause di ineleggibilità di cui all'art. 2382 cod. civ., e di interdizioni dall'ufficio di amministratore adottate nei suoi confronti in uno Stato membro dell'Unione Europea.-----

Articolo 6) Capitale sociale-----

6.1. Il capitale sociale è fissato in euro 10.000 (diecimila) ed è diviso in quote di partecipazione, ai sensi dell'articolo 2468 del codice civile.-----

6.2. Il capitale, da conferirsi in danaro, viene sottoscritto interamente dal Socio Unico.-----

6.3. Il Socio Unico dichiara che, in base a mandato di deposito conferito dal medesimo al sottoscritto notaio, mi è stato fatto deposito (sul conto corrente di cui all'art. 1, comma 63, legge 147/2013) dell'intero ammontare del capitale sociale con l'incarico di mettere tale deposito a disposizione dell'organo amministrativo della Società una volta che il procedimento di costituzione sia stato completato.-----

Articolo 7) Decisioni dei soci-----

7.1. Le decisioni dei soci sono disciplinate dagli articoli 12 (dodici) e seguenti dello Statuto.-----

Articolo 8) Esercizi sociali e utili-----

8.1. Gli esercizi sociali si chiudono il 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.-----

8.2. Il primo esercizio chiuderà il 31 (trentuno) dicembre 2026 (duemilaventisei).-----

8.3. Gli utili netti risultanti dal bilancio sono ripartiti secondo quanto previsto all'articolo 33 (trentatre) dello Statuto.-----

Articolo 9) Versamento del capitale sociale-----

9.1. L'Amministratore Unico è autorizzato a richiedere al sottoscritto notaio lo svincolo della somma corrispondente al capitale sociale come sopra versato al sottoscritto notaio, esonerando il notaio stesso da ogni responsabilità, anche in merito all'eventuale reimpiego.-----

Articolo 10) Spese di costituzione-----

10.1. L'importo globale delle spese per la costituzione della Società, comprese quelle di questo atto e dipendenti, ammonta approssimativamente a euro 3.000 (tremila).-----

Articolo 11) Documentazione allegata-----

11.1. Si omette la lettura della documentazione allegata al presente atto, per dispensa avutane dal comparente.-----

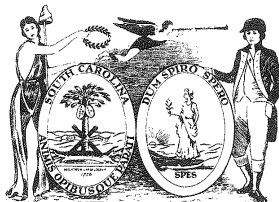
-----E r i c h i e s t o n e,-----

io notaio ho ricevuto questo atto che, scritto con elaboratore elettronico da persona di mia fiducia, e in parte da me, ho letto, al comparente, il quale, a mia domanda, l'approva e lo sottoscrive, con me notaio, alle ore tredici e minuti trentacinque circa; consta il presente atto di due fogli per quattro facciate e fino a questo punto della quinta pagina.-----

Firmato Barbieri Davide-----

Firmato Angelo Busani-----

State of South Carolina
Office of the Secretary of State
The Honorable Mark Hammond



Allegato "A"
al rep. n.
67820/32909

Apostille

(Convention de La Haye du 5 octobre 1961)

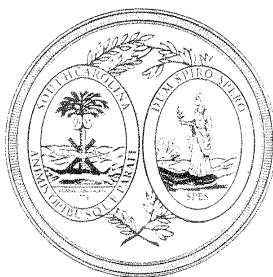
1. Country: United States of America

This public document

2. has been signed by Brandon McClellan
3. acting in the capacity of Notary Public for the State of South Carolina,
4. bears the seal / stamp of Brandon McClellan, Notary Public for the State of South Carolina

Certified

5. At Columbia, South Carolina
6. Monday, August 18, 2025
7. by the South Carolina Secretary of State
8. N°. 437698
9. Seal/Stamp
10. Signature



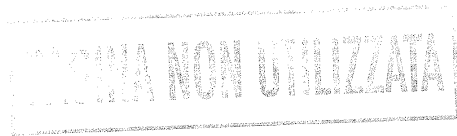
Mark Hammond
Mark Hammond, Secretary of State

(This Apostille only certifies the signature, the capacity of the signer and the seal or stamp it bears. It does not certify the content of the document for which it was issued. This certificate is not valid if it is removed or altered in anyway whatsoever.)

Document No. 437698

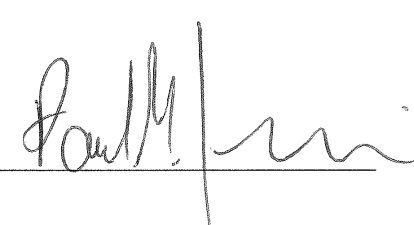
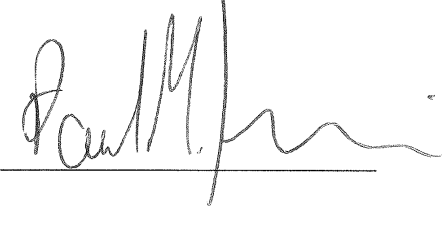


<u>Procura Speciale</u>	<u>Special Power of Attorney</u>
Il sottoscritto, signor: Paul Maria Seccomandi, nato a New York, NY, il giorno 26 ottobre 1979, domiciliato per la carica presso la sede della società dal medesimo rappresentata;	The undersigned, Mr. Paul Maria Seccomandi, born in New York, NY, on October 26th 1979, with elected domicile for the purpose of his office at the registered office of the company he legally represents,
non in proprio nome e conto, ma nella sua qualità di legale rappresentante, in nome e per conto della:	not in his own name or on his own behalf, but in his capacity as legal representative, in the name and on behalf of:
3V Sigma USA Inc. (di seguito, la "Società"); in forza dei poteri derivanti dalla Board Resolution e dal Shareholder Consent datato 4 Agosto 2025, dichiara quanto segue:	3V Sigma USA Inc. (hereafter "the Company") by virtue of the powers deriving from its Board Resolution and Shareholder Consent dated August 4 th 2025 hereby declares as follows:
La Società	The Company
nomina e costituisce	hereby appoints and constitutes
quale suo procuratore speciale i signori -Davide Barbieri, nato a Cremona (CR), il giorno 02 luglio 1984, domiciliato a Parma (PR), via Abbeveratoia 63/A, codice fiscale BRBDVD84L02D150W, cittadino italiano; -Giuseppe Cerati, nato a Parma (PR), il giorno 15 maggio 1962, domiciliato a Parma (PR), via Abbeveratoia 63/A, codice fiscale CRTGPP62E15G337D, cittadino italiano; (di seguito, il "Procuratore")	as its special attorney -Mr. Davide Barbieri, born in Cremona (CR), on July 2nd 1984, residing in Parma (PR), street Abbeveratoia 63/A, Italian tax code BRBDVD84L02D150W, Italian citizen; -Giuseppe Cerati, born in Parma (PR), on May 15th 1962, residing in Parma (PR), street Abbeveratoia 63/A, Italian tax code CRTGPP62E15G337D, Italian citizen; (hereinafter, the "Attorney"),
affinché in nome, vece, conto ed interesse della Società, intervenga nell'atto costitutivo della società "3V Sigma Europe società a responsabilità limitata" o, in forma abbreviata, "3V Sigma Europe s.r.l." (senza vincoli grafici) che avrà sede in Milano (MI), via Bocchetto n. 6, con capitale sociale di euro 10.000 (diecimila).	so that, in the name, on behalf, for the account and in the interest of the Company, he/she may take part in the deed of incorporation of the company "3V Sigma Europe società a responsabilità limitata" o, in forma abbreviata, "3V Sigma Europe s.r.l." (senza vincoli grafici), which shall have its registered office in Milan (MI), via Bocchetto n. 6, with a share capital of EUR 10,000 (ten thousand).

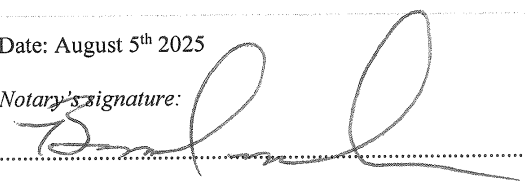
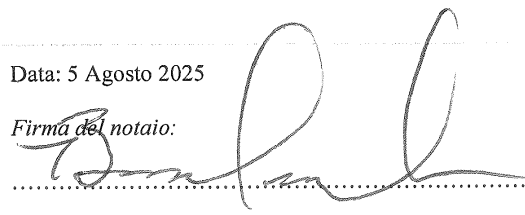


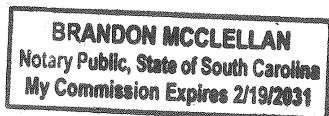
Il Procuratore, è autorizzato ad intervenire nell'atto costitutivo ivi meglio determinando: - la denominazione della società; - la sede sociale; - l'attività che costituisce l'oggetto sociale; - l'ammontare del capitale; - i conferimenti di ciascun socio; - la quota di partecipazione al capitale che verrà sottoscritta da ciascun socio; - le norme relative al funzionamento della società; - le persone cui è affidata l'amministrazione della società, indicando nel caso quali amministratori abbiano la rappresentanza; - gli eventuali soggetti incaricati del controllo contabile; - le norme secondo le quali gli utili dovranno essere ripartiti; - la durata della società; - clausole di prelazione, clausole di gradimento, cause di recesso e/o di esclusione dalla società. Il Procuratore, e/o ciascuno di essi, è inoltre autorizzato ad approvare l'importo delle spese complessive poste a carico della costituenda società, a ritirare e depositare presso primario Istituto Bancario i titoli costituenti il versamento del capitale sociale, ad approvare le norme di funzionamento che disciplineranno la vita sociale e a convenire, nei limiti di legge, ogni altro patto, clausola e condizione che riterranno più opportuna e conveniente. La Società attribuisce al Procuratore la facoltà di stipulare anche in concorso con sé stesso nonché l'autorizzazione a contrarre con sé medesimo, ai sensi dell'art. 1395 cod. civ., per l'espletamento dell'incarico ricevuto,	The Attorney is authorised to appear in the deed of incorporation and to determine therein: - the name of the company; - the registered office; - the corporate purpose; - the amount of the share capital; - the capital contributions of each shareholder; - the percentage interest in the capital to be subscribed by each shareholder; - the provisions governing the functioning of the company; - the persons appointed as directors of the company, specifying, if applicable, which directors shall have representative powers; - any parties appointed for accounting control; the rules governing the distribution of profits; - the duration of the company; - pre-emption clauses, approval clauses, causes for withdrawal and/or exclusion of shareholders. The Attorney is further authorised to approve the total amount of expenses to be borne by the newly incorporated company, to collect and deposit with a leading banking institution the securities representing the payment of the share capital, to approve the operating rules governing the company's functioning, and to agree, within the limits provided by law, on any other terms, clauses, and conditions deemed appropriate and convenient. The Company grants the Attorney the power to contract, even jointly with himself, and expressly authorises him to enter into agreements with himself pursuant to Article 1395 of the Italian Civil Code for the execution of the powers herein granted, conferring upon him the corresponding power
--	--



conferendo al medesimo il relativo potere di rappresentanza. Questo documento è governato dalla legge dello Stato in cui è stato firmato o, in alternativa, dalla legge dello Stato della nazionalità della persona che lo firma. Con promessa di rato e valido e da esaurirsi in un unico contesto.	of representation. The form of this document is governed by the law of the place where it is signed or, alternatively, by the law of the State of nationality of the person signing it With the undertaking that everything done shall be ratified and valid, and to be carried out in a single instance.
Georgetown, SC August 5th 2025 	Georgetown, SC August 5th 2025 

PAGINA NON UTILIZZATA

<u>Signing authentication</u>	<u>Autenticazione della sottoscrizione</u>
I, the undersigned, Brandon McClellan, Notary Public in Georgetown, South Carolina USA do hereby certify that the signature subscribed to the foregoing document is the genuine signature of Paul Maria Seccomandi, born in New York, NY, USA on October 26th 1979 and that said person, whose personal identity I, the Notary, am certain of, signed the foregoing document before me in his/her capacity as Director and/or Legal Representative of 3V SIGMA USA INC. (the "Company") having its registered office at 888 Woodstock street Georgetown, South Carolina, 29440, USA and registered with the Register of Corporations of the State of Delaware under the number 859130, with full power to engage the Company, according to the Board Resolution and Shareholder Consent dated August 4th 2025 Date: August 5th 2025 Notary's signature: 	Il sottoscritto Brandon McClellan, Notaio in Georgetown, South Carolina, USA certifico che la firma apposta al suesteso documento è la firma autentica di Paul Maria Seccomandi nato a New York, NY, USA il 26 Ottobre 1979 e che la predetta persona, della cui identità personale io Notaio sono certo, ha firmato il suesteso documento innanzi a me nella sua qualità di Amministratore e/o Legale Rappresentante della 3V SIGMA USA INC. (la "Società") con sede in 888 Woodstock street Georgetown, South Carolina, 29440, USA e iscritta al Registro delle imprese dello Stato del Delaware al numero 859130, munito dei poteri necessari per impegnare la Società, in base alla Board Resolution e al Shareholder Consent datati 04 Agosto 2025 Data: 5 Agosto 2025 Firma del notaio: 





PAGINA NON UTILIZZATA

CAPI. 1. NOME
CAPI. 2. COGNOME
CAPI. 3. DATA DI NASCITA
CAPI. 4. LUOGO DI NASCITA
CAPI. 5. DATA DI MORTE
CAPI. 6. LUOGO DI MORTE
CAPI. 7. DATA DI ARRIVO
CAPI. 8. LUOGO DI ARRIVO
CAPI. 9. DATA DI PARTENZA
CAPI. 10. LUOGO DI PARTENZA

Allegato "B" al n. 67.820/32.909 di Repertorio

STATUTO

TITOLO I - DENOMINAZIONE, OGGETTO, DURATA E SEDE

ARTICOLO 1) DENOMINAZIONE SOCIALE ED EFFICACIA DELLO STATUTO

1.1. Il presente statuto (di seguito, lo "Statuto") disciplina la società denominata: "3V Sigma Europe società a responsabilità limitata" o, in forma abbreviata, "3V Sigma Europe s.r.l." (senza vincoli grafici) (d'ora innanzi, la "Società").

ARTICOLO 2) OGGETTO SOCIALE

2.1. La Società ha per oggetto:

- la commercializzazione di prodotti chimici organici ed inorganici, sia in Italia che all'estero;
- l'assunzione di rappresentanze, depositi, agenzie, rapporti di commissione per la vendita dei suddetti prodotti, sia di produzione italiana che di produzione straniera;

2.2. La Società può compiere tutte le operazioni commerciali, finanziarie, mobiliari e immobiliari, necessarie o utili per il raggiungimento degli scopi sociali.

ARTICOLO 3) DURATA DELLA SOCIETA'

3.1. La durata della Società è fissata fino al 31 (trentuno) dicembre 2100 (duemilacent).

ARTICOLO 4) SEDE SOCIALE E DOMICILIO DEI SOCI

4.1. La Società ha sede in Milano (MI).

4.2. Il domicilio dei soci, per tutti i rapporti con la Società, si intende a tutti gli effetti quello risultante dal Registro delle Imprese.

TITOLO II – CAPITALE SOCIALE, PARTECIPAZIONI AL CAPITALE SOCIALE, FINANZIAMENTI DEI SOCI E TITOLI DI DEBITO

ARTICOLO 5) CAPITALE SOCIALE E SUE VARIAZIONI

5.1. Il capitale sociale è di euro 10.000 (diecimila) ed è diviso in partecipazioni ai sensi dell'articolo 2468 del codice civile. La partecipazione è divisibile in caso di sua alienazione totale o parziale o in caso di successione a causa di morte.

5.2. Sia in sede di costituzione della Società sia in sede di decisione di aumento del capitale sociale può essere derogato il disposto dell'articolo 2464, comma 3, del codice civile sulla necessità di eseguire i conferimenti in danaro (fatto salvo il disposto dell'articolo 2463, comma 4, del codice civile).

5.3. Ai soci spetta il diritto di sottoscrivere le partecipazioni rinvenienti da un aumento del capitale sociale in misura pari alla percentuale di capitale da ciascuno di essi rispettivamente posseduta alla data in cui la sottoscrizione è effettuata; i soci possono tuttavia decidere che le partecipazioni emesse in sede di aumento del capitale sociale siano attribuite ai sottoscrittori in misura non proporzionale ai conferimenti nel capitale sociale dagli stessi effettuati.

5.4. Coloro che esercitano il diritto di sottoscrivere le partecipazioni di nuova emissione in sede di aumento del capitale sociale, purchè ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nella sottoscrizione delle partecipazioni non optate dagli altri soci, a meno che la decisione di aumento del capitale sociale non disponga diversamente; se l'aumento di capitale non viene per intero sottoscritto dai soci, sia a seguito dell'esercizio del diritto di opzione che a seguito dell'esercizio del diritto di prelazione delle partecipazioni inoptate, l'organo amministrativo non può eseguire il collocamento della quota inoptata presso terzi estranei alla compagine sociale, a meno che la decisione di aumento del capitale sociale non disponga diversamente.

5.5. I soci possono decidere che la sottoscrizione delle partecipazioni emesse in sede di aumento del capitale sociale sia in tutto o in parte riservata a terzi estranei alla compagine sociale o che il diritto di opzione sia comunque escluso o limitato.

5.6. In caso di riduzione del capitale sociale per perdite, può essere omesso, motivando le ragioni di tale omissione nel verbale dell'assemblea, il preventivo deposito presso la sede sociale della relazione e delle osservazioni di cui all'articolo 2482-bis, comma 2, del codice civile.

ARTICOLO 6) FINANZIAMENTI DEI SOCI ALLA SOCIETA'

6.1. I finanziamenti con diritto a restituzione della somma versata possono essere effettuati a favore della Società esclusivamente dai soci, anche non in proporzione alle rispettive partecipazioni al capitale sociale, che risultano essere tali da almeno 3 (tre) mesi e che detengano una partecipazione al capitale pari almeno al 2 (due) per cento dell'ammontare del capitale nominale quale risulta dall'ultimo bilancio approvato (o comunque nei limiti e con le modalità che siano imposti dalla normativa tempo per tempo in vigore).

6.2. Salvo diversa determinazione, i versamenti effettuati dai soci a favore della Società devono considerarsi infruttiferi.

ARTICOLO 7) TITOLI DI DEBITO

7.1. La Società può emettere titoli di debito al portatore o nominativi con decisione dei soci

ARTICOLO 8) – PARTECIPAZIONI AL CAPITALE SOCIALE E LORO CIRCOLAZIONE

8.1. Le quote di partecipazione al capitale sociale possono essere assegnate ai soci in misura non proporzionale ai conferimenti da essi effettuati.

ARTICOLO 9) TRASFERIMENTO DELLE PARTECIPAZIONI

9.1. In ogni caso di trasferimento delle quote di partecipazione al capitale sociale spetta agli altri soci il diritto di prelazione a parità di condizioni.

ARTICOLO 10) MORTE DEL SOCIO

10.1. In caso di morte di un socio, i soci superstiti possono, con decisione unanime, che deve essere adottata entro 60 (sessanta) giorni dal decesso del socio, stabilire che la quota di partecipazione al capitale sociale si accresca automaticamente ai soci che intendono subentrare nella quota di partecipazione del defunto, i quali, in tal caso, devono liquidare agli eredi o ai legatari del socio defunto il valore della partecipazione.

ARTICOLO 11) RECESSO DEL SOCIO

11.1. Il socio può recedere dalla Società, ma solo per l'intera sua quota di partecipazione, nei casi previsti dall'articolo 2473 del codice civile.

TITOLO III - DECISIONI DEI SOCI

ARTICOLO 12) DECISIONI DEI SOCI - COMPETENZE

12.1. Ai sensi dell'articolo 2463, comma 2, n. 7) e dell'articolo 2479 del codice civile sono di competenza dei soci, oltre che le materie indicate all'articolo 2479, comma 2:

- a) le decisioni sugli argomenti che uno o più amministratori sottopongono alla loro approvazione;
- b) le decisioni sugli argomenti per i quali anche uno solo dei soci richieda l'adozione di una decisione da parte dei soci;
- c) le decisioni di trasferimento della sede sociale nell'ambito dello stesso Comune.

12.2. Non deve essere autorizzato da decisione dei soci, ai sensi dell'articolo 2465 del codice civile, l'acquisto da parte della Società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci non fondatori e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della Società nel Registro delle Imprese.

ARTICOLO 13) DECISIONI DEI SOCI - MODALITA'

13.1. I soci esprimono le proprie decisioni mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto, fatta eccezione per le seguenti decisioni:

- a) quelle per le quali l'articolo 2479, comma 4, del codice civile prevede la obbligatorietà della decisione assembleare;

b) quelle per le quali anche uno solo dei soci richieda l'adozione del metodo assembleare; detta richiesta può essere formulata sia prima dell'inizio che durante lo svolgimento di un procedimento decisionale mediante consenso espresso per iscritto o consultazione scritta, il quale, in tal caso, viene pertanto sospeso.

ARTICOLO 14) DECISIONI DEI SOCI MEDIANTE CONSULTAZIONE SCRITTA

14.1. Ogni qualvolta si adotti il metodo della decisione mediante consultazione scritta, chi intende consultare gli altri soci e proporre loro l'assunzione di una data decisione entro un dato termine, formula detta proposta in forma scritta su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico), recante l'oggetto della proposta decisione e le sue ragioni, apponendovi la propria sottoscrizione o in forma autografa o in forma digitale.

ARTICOLO 15) DECISIONI DEI SOCI MEDIANTE CONSENSO ESPRESSO PER ISCRITTO

15.1. Ove si adotti il metodo della decisione mediante consenso dei soci espresso per iscritto, la decisione si intende formata nel momento in cui presso la sede sociale pervenga (con qualsiasi sistema di comunicazione, ivi compresi il telefax e la posta elettronica) la documentazione attestante il consenso verso una data decisione espresso (personalmente dal socio o a mezzo di un suo rappresentante) in forma scritta (su qualsiasi supporto, cartaceo o magnetico, e con l'apposizione della sottoscrizione in forma autografa o in forma digitale) dai soci che complessivamente rappresentino la quota di capitale sociale necessaria per formare la maggioranza occorrente. Ogni consenso che pervenga alla Società in ordine all'assunzione di una data decisione da parte dei soci, deve essere immediatamente protocollato sul libro delle decisioni dei soci e tempestivamente comunicato (con qualsiasi sistema di comunicazione, ivi compresi il telefax e la posta elettronica) dall'organo amministrativo a tutti i soci, in modo che essi possano esprimere le loro determinazioni.

ARTICOLO 16) ASSEMBLEA DEI SOCI – CONVOCAZIONE

16.1. L'assemblea è convocata dall'organo amministrativo ogni qualvolta sia ritenuto opportuno e pure quando ne faccia richiesta, con l'indicazione degli argomenti da trattare, anche uno solo dei soci. La convocazione è effettuata mediante avviso spedito ai soci almeno 8 (otto) giorni prima del giorno fissato per l'assemblea. L'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica).

16.2. In caso di inerzia dell'organo amministrativo nell'effettuazione della convocazione che si sia protratta per oltre dieci giorni, l'avviso di convocazione può essere spedito dai soci che rappresentino almeno il 15 (quindici) per cento del capitale.

ARTICOLO 17) ASSEMBLEA DEI SOCI - LUOGO DI CONVOCAZIONE

17.1. L'assemblea può essere convocata sia presso la sede sociale sia altrove, purché in Italia, nonché negli Stati membri dell'Unione Europea e negli Stati Uniti d'America.

ARTICOLO 18) ASSEMBLEA DEI SOCI - RAPPRESENTANZA

18.1. La rappresentanza in assemblea deve essere conferita con delega scritta, consegnata al delegato anche mediante telefax o posta elettronica.

ARTICOLO 19) ASSEMBLEA DEI SOCI - PRESIDENZA

19.1. La presidenza dell'assemblea spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio di amministrazione oppure, in caso di sua mancanza o assenza, al consigliere più anziano di età. In via subordinata, l'assemblea designa come presidente uno qualsiasi degli intervenuti a maggioranza semplice del capitale presente.

19.2. Il presidente dell'assemblea è assistito da un segretario designato dall'assemblea a maggioranza semplice del capitale presente.

ARTICOLO 20) ASSEMBLEA DEI SOCI - INTERVENTO IN ASSEMBLEA

20.1. Possono intervenire all'assemblea tutti coloro che risultano soci alla data in cui essa si svolge e che hanno diritto di voto nelle materie iscritte all'ordine del giorno. Il voto non può essere espresso per corrispondenza.

20.2. L'assemblea può svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci.

ARTICOLO 21) DECISIONI DEI SOCI - QUORUM

21.1. Le decisioni dei soci sono assunte:

- a) con il voto favorevole dei 2/3 (due terzi) del capitale sociale, se si tratta di decisioni inerenti aventi ad oggetto modificazioni statutarie;
- b) con il voto favorevole della maggioranza del capitale sociale, in ogni altro caso;

le modalità di espressione del voto, fermo restando che deve in ogni caso trattarsi di una modalità che consenta l'individuazione di coloro che esprimano voto contrario oppure che si astengano, sono decise dall'assemblea.

ARTICOLO 22) ASSEMBLEA DEI SOCI – VERBALIZZAZIONE

22.1. Le decisioni dell'assemblea dei soci devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario o dal notaio.

TITOLO IV - ORGANO AMMINISTRATIVO, RAPPRESENTANZA SOCIALE, CONTROLLO DEI CONTI E AZIONE DI RESPONSABILITÀ

ARTICOLO 23) AMMINISTRAZIONE DELLA SOCIETÀ

23.1 - Ferma restando la competenza dei soci per le decisioni nelle materie di cui all'articolo 12 dello Statuto, la società può essere alternativamente amministrata con i seguenti modelli di amministrazione:

- a) da un amministratore unico; oppure,
- b) da un consiglio di amministrazione, composto da un massimo di 9 (nove) membri;
- c) da una pluralità di amministratori che possono operare, a seconda di quanto previsto all'atto della loro nomina:

c.1. con metodo disgiuntivo, secondo quanto previsto dall'articolo 24 dello Statuto;

c.2. con metodo congiuntivo, secondo quanto previsto dall'articolo 24 dello Statuto;

con la precisazione che le decisioni concernenti la redazione del progetto di bilancio e dei progetti di fusione o scissione, nonché le decisioni di aumento del capitale ai sensi dell'articolo 2481 del codice civile devono in ogni caso essere adottate con metodo collegiale simultaneo.

23.2. L'amministrazione della Società può essere affidata anche a soggetti che non siano soci.

23.3. I componenti dell'organo amministrativo durano in carica per il periodo fissato dall'atto costitutivo o all'atto della nomina; in mancanza di fissazione di termine, essi durano in carica fino a revoca o a dimissioni.

23.4. Il consiglio di amministrazione elegge tra i suoi membri il proprio presidente a maggioranza assoluta dei suoi componenti, a meno che la funzione di presidenza sia attribuita a uno dei componenti dell'organo amministrativo all'atto della sua nomina; con le medesime modalità possono essere nominati anche uno o più vice-presidenti cui sono attribuiti i poteri di sostituzione del presidente in caso di sua assenza o impedimento, con i limiti e secondo le modalità eventualmente stabiliti all'atto della loro nomina.

23.5. Se cessa dalla carica anche uno solo dei componenti dell'organo amministrativo, l'intero organo amministrativo decade e i soci devono provvedere alla sua integrale sostituzione.

23.6. Ai componenti dell'organo amministrativo spetta il rimborso delle spese sopportate per ragioni del loro ufficio.

23.7. I soci possono assegnare, per ogni singolo esercizio o per più esercizi, un compenso ai componenti dell'organo amministrativo e possono pure decidere modificazioni in ordine al compenso che sia stato stabilito nell'atto costitutivo; ai componenti dell'organo amministrativo può inoltre essere attribuita un'indennità di cessazione di carica (costituibile anche mediante accantonamenti periodici e pure con sistemi assicurativi o previdenziali), il tutto anche sotto forma di attribuzione di una percentuale di parteci-

pazione agli utili. In mancanza di determinazione del compenso, si intende che i componenti dell'organo amministrativo vi abbiano rinunciato.

23.8. Non si applica ai componenti dell'organo amministrativo il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 del codice civile.

23.9. Per quanto non diversamente disposto dallo Statuto, all'organo amministrativo si applicano, in quanto compatibili, le norme in tema di amministrazione di cui al paragrafo 2 della sezione VI-bis del Capo V del Titolo V del Libro V del codice civile.

ARTICOLO 24) AMMINISTRAZIONE CONGIUNTIVA O DISGIUNTIVA

24.1. Ove, in sede di nomina, sia previsto che l'amministrazione della Società sia effettuata ai sensi dei punti c.1. e c.2. del comma 1 dell'articolo 23 dello Statuto, i componenti dell'organo amministrativo, salvo che per le decisioni di cui all'articolo 2475, comma 5, del codice civile (le quali devono essere assunte con il metodo collegiale simultaneo), agiscono:

- a) in via tra loro disgiunta, per le operazioni di ordinaria amministrazione;
- b) in via fra loro congiunta, per le operazioni di straordinaria amministrazione;

oppure, in deroga a quanto precede, con le modalità di azione congiunta o disgiunta indicate all'atto della loro nomina.

ARTICOLO 25) DECISIONI DEL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE MEDIANTE METODO COLLEGIALE SIMULTANEO

25.1. Il consiglio d'amministrazione si raduna, sia nella sede sociale, sia altrove, purchè in Italia, negli Stati membri dell'Unione Europea e negli Stati Uniti d'America, tutte le volte che il presidente lo giudichi necessario o quando ne sia fatta richiesta scritta da almeno un terzo dei suoi componenti, se nominato, dall'organo di controllo.

25.2. Il consiglio di amministrazione viene convocato dal presidente con avviso da spedirsi almeno 7 (sette) giorni prima dell'adunanza a ciascun componente del consiglio di amministrazione stesso e ai componenti dell'organo di controllo, se nominati, e, nei casi di urgenza, almeno 3 (tre) giorni prima. L'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica). In caso di inerzia del presidente del consiglio di amministrazione circa l'effettuazione della convocazione, protratta per oltre dieci giorni, l'avviso di convocazione può essere predisposto e spedito da ciascun membro dell'organo amministrativo.

25.3. Il consiglio di amministrazione è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità (fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato), siano presenti tutti i membri del consiglio di amministrazione e a condizione che i componenti dell'organo di controllo, se nominato, siano presenti o informati della riunione. Le decisioni assunte sono tempestivamente comunicate ai soggetti che siano rimasti assenti.

25.4. Le adunanze del consiglio di amministrazione possono svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video o anche solo audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei consiglieri.

25.5. L'adunanza del consiglio di amministrazione è presieduta dal presidente del consiglio di amministrazione o, in caso di sua assenza o impedimento, dal vice-presidente del consiglio di amministrazione o da uno dei vice-presidenti del consiglio di amministrazione scelto con il voto favorevole della maggioranza dei presenti; in caso di mancanza dei predetti soggetti, l'adunanza è presieduta da uno dei presenti scelto con il voto favorevole della maggioranza dei presenti.

25.6. Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione si richiede la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica; il consigliere astenuto si considera come se non fosse in carica.

25.7. Le deliberazioni del consiglio di amministrazione sono adottate con il voto favorevole della maggioranza dei suoi componenti in carica. Fatta eccezione per il caso che si tratti di un consiglio di amministrazione composto di due soli membri, in caso di parità di voti la deliberazione proposta si intende approvata o non approvata a seconda di come ha votato colui che presiede la seduta. Le modalità di espressione del voto, fermo restando che deve in ogni caso trattarsi di una modalità che consenta l'individuazione di colo-

ro che esprimano voto contrario oppure che si astengano, sono decise con il voto favorevole della maggioranza dei componenti in carica dell'organo amministrativo.

ARTICOLO 26) DECISIONI DEL CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE ADOTTATE MEDIANTE CONSENSO ESPRESSO PER ISCRITTO O CONSULTAZIONE SCRITTA

26.1. Salvo che uno o più componenti dell'organo amministrativo richieda l'adozione del metodo collegiale simultaneo e a meno che non si tratti di amministrazione svolta nella forma congiunta o disgiunta di cui all'articolo 24 dello Statuto, i membri del consiglio di amministrazione esprimono le proprie decisioni mediante consultazione scritta o consenso espresso per iscritto. Non è ammessa l'espressione della volontà degli amministratori mediante un rappresentante.

26.2. Le decisioni degli amministratori mediante consenso espresso per iscritto o consultazione scritta si intendono formate nel momento in cui alla società pervenga il voto favorevole della maggioranza dei componenti in carica dell'organo amministrativo; il componente dell'organo amministrativo che esprima un voto di astensione si considera come se non fosse in carica. Fatta eccezione per il caso in cui l'organo amministrativo della società sia composto di due soli membri, in caso di parità prevale il voto del presidente del consiglio di amministrazione.

ARTICOLO 27) AMMINISTRATORE UNICO

27.1. Quando l'amministrazione della Società è affidata all'amministratore unico, questi riunisce in sé tutti i poteri e le facoltà del consiglio di amministrazione e del suo presidente.

ARTICOLO 28) POTERI E DOVERI DELL'ORGANO AMMINISTRATIVO

28.1. L'organo amministrativo compie tutte le operazioni necessarie per il raggiungimento dell'oggetto sociale, fatta eccezione:

- 1) per le decisioni sulle materie riservate ai soci dall'articolo 2479 del codice civile;
- 2) per le decisioni sulle materie riservate ai soci dallo Statuto;

e gestisce l'impresa sociale con la diligenza richiesta dalla natura dell'incarico.

28.2. La decisione di fusione della Società ai sensi degli artt. 2505 e 2505-bis del codice civile, può essere adottata dall'organo amministrativo, con deliberazione risultante da atto pubblico.

ARTICOLO 29) AMMINISTRATORI DELEGATI E COMITATO ESECUTIVO

29.1. Il consiglio di amministrazione può nominare tra i suoi membri uno o più amministratori delegati o un comitato esecutivo, fissando le relative attribuzioni e la retribuzione. Non sono delegabili le materie elencate nell'articolo 2381, comma 4, e nell'articolo 2475, ultimo comma, del codice civile.

ARTICOLO 30) RAPPRESENTANZA SOCIALE

30.1. La rappresentanza della Società di fronte ai terzi e anche in giudizio, con facoltà di agire in qualsiasi sede e grado di giurisdizione, anche sovranazionale o internazionale, e pure per giudizi di revocazione e di Cassazione e di nominare all'uopo avvocati e procuratori alle liti, spetta:

a) nel caso di adozione del sistema di amministrazione collegiale:

a.1. al presidente del consiglio di amministrazione, previa (a meno che si tratti di agire o resistere in giudizio nell'interesse della Società) deliberazione del consiglio di amministrazione recante la decisione di compimento dell'atto per il quale viene esercitato il potere di rappresentanza;

a.2. nell'ambito dei poteri loro conferiti, agli amministratori delegati;

b) nel caso di adozione del sistema di amministrazione non collegiale:

b.1. a ciascun componente dell'organo amministrativo in via disgiunta dagli altri, nelle materie in cui detto componente dell'organo amministrativo possa operare, a seconda di quanto stabilito all'atto della sua nomina o nello Statuto, con metodo disgiuntivo;

b.2. ai componenti dell'organo amministrativo in via congiunta l'uno con tutti gli altri oppure l'uno con taluno degli altri, a seconda di quanto stabilito all'atto della loro nomina o nello Statuto, nelle materie in cui detti componenti dell'organo amministrativo possano operare con metodo congiuntivo con le predette modalità.

30.2. L'organo amministrativo può nominare direttori e procuratori speciali e può pure deliberare che l'uso della firma sociale sia conferito, sia congiuntamente che disgiuntamente, per determinati atti o categorie di atti, a dipendenti della Società ed eventualmente a terzi.

ARTICOLO 31) CONTROLLO LEGALE E REVISIONE LEGALE DEI CONTI

31.1. Quando obbligatorio per legge, l'assemblea nomina:

- il revisore legale; oppure:

- il sindaco unico o il collegio sindacale, i quali hanno funzioni di controllo della legalità degli atti societari e del rispetto del principio di corretta amministrazione e anche funzioni di revisione legale dei conti, salvo diversa decisione dei soci in sede di nomina.

31.2. Quando la nomina dell'organo sindacale non è obbligatoria ai sensi dell'articolo 2477 del codice civile, con decisione dei soci possono essere nominati un sindaco unico o un collegio sindacale (composto di tre membri effettivi e di due supplenti) oppure un revisore legale.

31.3. Il collegio sindacale viene convocato dal presidente con avviso da spedirsi almeno 8 (otto) giorni prima dell'adunanza a ciascun sindaco e, nei casi di urgenza, almeno 3 (tre) giorni prima. L'avviso può essere redatto su qualsiasi supporto (cartaceo o magnetico) e può essere spedito con qualsiasi sistema di comunicazione (compresi il telefax e la posta elettronica).

31.4. Il collegio sindacale è comunque validamente costituito e atto a deliberare qualora, anche in assenza delle suddette formalità, siano presenti tutti i membri del collegio stesso, fermo restando il diritto di ciascuno degli intervenuti di opporsi alla discussione degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

31.5. Le adunanze del collegio sindacale possono svolgersi anche con gli intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video o anche solo audio collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei componenti del collegio sindacale.

ARTICOLO 32) AZIONE DI RESPONSABILITÀ

32.1. L'azione di responsabilità contro gli amministratori può essere oggetto di rinuncia o di transazione da parte della Società ai sensi dell'articolo 2476 del codice civile solo ove vi consentano i soci che rappresentino almeno i 2/3 (due terzi) del capitale sociale e purché non si oppongano tanti soci che rappresentino almeno il 10 (dieci) per cento del capitale sociale.

TITOLO V - ESERCIZI SOCIALI E BILANCIO

ARTICOLO 33) ESERCIZI SOCIALI, BILANCIO E UTILI

33.1. Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

33.2. Il bilancio deve essere approvato entro 120 (centoventi) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale; il bilancio può tuttavia essere approvato entro 180 (centottanta) giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale nel caso che la Società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato oppure quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura e all'oggetto della Società.

33.3. Gli utili netti risultanti dal bilancio, sono ripartiti come segue (fatto salvo il disposto dell'art. 2463, comma 5, del codice civile):

a) il 5 (cinque) per cento al fondo di riserva legale, fino a che non sia raggiunto il quinto del capitale sociale;

b) il residuo ai soci, in proporzione alle partecipazioni al capitale sociale rispettivamente possedute, salvo che i soci decidano in sede di approvazione del bilancio cui gli utili si riferiscono di destinare a riserva in tutto o in parte detti utili.

TITOLO VI - SCIOGLIMENTO E LIQUIDAZIONE

ARTICOLO 34) SCIOGLIMENTO E LIQUIDAZIONE

34.1. La società si scioglie nei casi previsti dalla legge.

34.2. Qualora sulle modalità della liquidazione non intervenga una decisione dei soci, il funzionamento dell'organo di liquidazione e la rappresentanza della Società in liquidazione sono disciplinate dalle medesime

sime regole disposte dallo Statuto per l'amministratore unico, se l'organo di liquidazione sia monocratico, o per il consiglio di amministrazione, se l'organo di liquidazione sia pluripersonale.

ARTICOLO 35) CLAUSOLA COMPROMISSORIA

35.1. Qualunque controversia (fatta eccezione per quelle nelle quali la legge richiede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero) sorga fra i soci o i soci e la Società, l'organo amministrativo e l'organo di liquidazione o fra detti organi o i membri di tali organi o fra alcuni di tali soggetti od organi o gli eredi di tali soggetti, in dipendenza dell'attività sociale e della interpretazione o esecuzione dello Statuto e che possa formare oggetto di compromesso, è deferita al giudizio di un arbitro che giudica ritualmente e secondo diritto.

35.2. L'arbitro è nominato dal Presidente del Tribunale ove la Società ha la sua sede legale.

ARTICOLO 36) FORO COMPETENTE

36.1. Qualunque controversia sorga in dipendenza di affari sociali o della interpretazione o esecuzione dello Statuto, che non sia sottoponibile ad arbitrato, è deferita al Tribunale delle Imprese competente in relazione alla sede della Società.

TITOLO VII - NORME FINALI

ARTICOLO 37) ISTITUZIONE E TENUTA DEL LIBRO DEI SOCI

37.1. La società può facoltativamente tenere, oltre ai libri obbligatori ai sensi degli articoli 2214 e 2478 del codice civile, il libro dei soci, il quale, salvo quanto non previsto dal presente articolo, è disciplinato dalle medesime norme che regolano l'istituzione e la tenuta dei libri sociali obbligatori.

37.2. Il trasferimento della proprietà delle quote di partecipazione al capitale sociale e il trasferimento, la costituzione e l'estinzione di diritti reali di godimento e di garanzia sulle quote di partecipazione al capitale sociale hanno effetto nei confronti della società dal momento in cui sono annotati nel libro dei soci, se tenuto ai sensi del precedente comma.

ARTICOLO 38) LEGGE APPLICABILE

38.1. Al presente Statuto si applica la legge materiale italiana.

ARTICOLO 39) COMUNICAZIONI

39.1. Tutte le comunicazioni da effettuarsi ai sensi dello Statuto devono essere effettuate, ove non diversamente disposto, mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento, posta elettronica certificata o telegramma spediti al domicilio del destinatario, che coincide con la sua residenza o la sua sede legale ove non sia stato eletto un domicilio speciale.

ARTICOLO 40) COMPUTO DEI TERMINI

40.1. Tutti i termini previsti dal presente statuto sono da considerarsi facendo riferimento a giorni naturali e consecutivi e devono essere computati applicando le stesse regole che disciplinano nel Codice Civile il decorso del termine di prescrizione.

Firmato Davide Barbieri

Firmato Angelo Busani

* * *

Copia su supporto informatico conforme al documento originale su supporto cartaceo, ai sensi dell'art. 22 del D.Lgs 7 marzo 2005 n. 82, assolvimento del bollo all'origine ai sensi del decreto 22 febbraio 2007 mediante M.U.I., per uso Registro Imprese.
Milano,